

De l'engouement populaire pour le RN

° A propos du livre de Michel Feher *Producteurs et parasites – L'imaginaire si désirable du Rassemblement National* (La Découverte, 2024).

Philippe Istria

L'essai de Michel Feher vise à montrer que le succès électoral grandissant du Rassemblement National, davantage que ce qu'en proposent les analyses de ses adversaires de droite ou de gauche, tient principalement à l'engouement que génère la vision du monde qu'il promeut auprès de ses électeurs. Dans les deux cas, celles-ci traitent en effet le vote RN, même si les déterminants diffèrent selon le bord d'où l'on s'exprime, « *d'exutoire malencontreux à un sentiment d'abandon* » en faisant de fait l'impasse sur ce qui fait son attractivité.

Cité par M. Feher, le sociologue Didier Eribon affirmait dans un entretien à *Mediapart* entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2022 que « *glisser un bulletin dans l'urne pour Marine Le Pen est un acte qui s'inscrit désormais dans un habitus de classe* ». Si pour les marxistes, la conscience de classe ouvrière naît de la solidarité construite dans la lutte pour l'émancipation contre les détenteurs de capital, le groupe social auquel les électeurs du RN se sentent appartenir est construit sur un antagonisme entre producteurs et parasites. Par producteurs, il faut ici entendre ceux qui contribuent à la richesse nationale par leurs investissements, leur travail, leurs impôts, c'est-à-dire aussi bien chefs d'entreprises, indépendants que salariés. Les parasites quant à eux sont de deux sortes : ceux « *d'en haut* » qui disposent d'une rente de situation et tirent leurs revenus de la spéculation sur la circulation du capital, financier ou culturel, et ceux « *d'en bas* » qui profitent des largesses de la solidarité nationale, sans contribuer à l'effort commun.

Cette vision de la société où les natifs travailleurs et producteurs se retrouvent au centre d'une distribution en cloche entourée en haut de spéculateurs sans patrie et en bas de profiteurs fainéants a reçu dans la littérature anglosaxonne le nom de *producerism*. L'essai se divise donc en deux parties : la première retrace les évolutions de l'axiologie *producériste* au cours des trois derniers siècles, la seconde illustre comment cette clé de lecture des rapports sociaux a contribué aux succès du RN et vise à attirer l'attention sur les apories auxquelles elle confronte les autres formations, de gauche comme de droite, qui tentent de s'en inspirer pour contrer l'extrême droite.

L'antagonisme entre producteur méritant et prédateur oisif constitue l'armature intellectuelle de la contestation des sociétés d'ordres : dès le 17^{ème} siècle avec les Niveleurs (*levellers*) au moment de la révolution anglaise, ou bien au moment de la révolution française avec l'abbé Sieyès, pour qui l'aristocratie constitue un ordre oisif et accapareur étranger au corps de la nation. L'interprétation *producériste* de la lutte des classes demeure prégnante au 19^{ème} siècle. L'antinomie du producteur et du parasite se retrouve ainsi au cœur de la conception de Proudhon de la question sociale et de sa résolution. Pour lui, l'émancipation doit permettre à des producteurs indépendants de « *jouir librement du fruit de leur labeur dans un climat de coopération volontaire et de saine concurrence* ». La propriété n'est en effet le vol que dans la

mesure où elle permet à ceux qui s'en prévalent d'accaparer des richesses « *sans main mettre* ». La justice sociale ne réside donc pas dans l'abolition du travail marchandise et la collectivisation des moyens de production, mais dans la généralisation du crédit gratuit distribué par une « *banque du peuple* » sans intervention de l'État. Agrémentée de différents préjugés - misogynie, judéophobie, négrophobie, xénophobie -, la vision proudhonienne, bien que mise en minorité par les marxistes au sein de la Première internationale, va resurgir au tournant du 20^{ème} siècle. Le productérisme racialisé va par exemple inspirer les révisionnistes barrésiens en France ou le courant *völkisch* en Allemagne. Condition nécessaire pour obtenir le soutien des élites économiques, le parti national socialiste rompt avec l'inclusion productériste des détenteurs de capitaux dans la catégorie des parasites à éliminer, et enrichit l'épuration ethnoraciale de la société de l'expansion territoriale.

Le compromis méritocratique qui voit le jour après-guerre s'inspire lui aussi de l'axiologie productériste, mais largement épurée de considérations racialisées ou genrées. En privilégiant l'investisseur au détriment du rentier, les artisans d'une régulation néokeynésienne du capitalisme vont viser à démontrer que plein emploi, augmentation des salaires et profits conséquents peuvent être conciliables. Ce compromis sera mis en cause une première fois à la fin des années 1960 par des courants anticapitalistes, anti-impérialistes et féministes, étant considéré comme un frein à une véritable émancipation des classes et catégories dominées.

Délegitimée à gauche, l'antinomie morale du producteur et du parasite va ouvrir la route à l'émergence d'un peuple de droite. Récusant la distinction néokeynésienne entre investissement productif et placement spéculatif, ses représentants vont conduire une révolution conservatrice en conjuguant ressentiment populaire vis-à-vis de passe-droits immérités et individualisme libéral. Demeurent toujours des parasites, désormais répartis en quatre figures :

- Le chômeur, réputé volontaire, et plus généralement les bénéficiaires des transferts sociaux.
- Les travailleurs syndiqués, accusés de jouir d'avantages sans rapport avec leur mérite.
- Les agents de la fonction publique, du fait de leur statut et en raison du rôle qu'ils jouent dans l'entretien de dérogations aux mécanismes de marché.
- Les élites culturelles, qui héritent de la place de parasite d'en haut, accusées de privilégier des préoccupations inutiles et de défendre les autres catégories de parasites tout en méprisant les gens ordinaires et la liberté d'entreprendre.

En France, les thuriféraires du néolibéralisme, inspirés par Reagan et Thatcher, vont involontairement ouvrir la route à l'expansion du Front puis du Rassemblement National à partir des années 1980. Les promesses de baisses d'impôts et de cotisation patronales, ainsi que les privatisations séduisent les non-salariés et permettent ainsi à Jacques Chirac de siphonner la base électorale giscardienne. Mais elles lui aliènent la plupart des ouvriers fidèles au gaullisme, qui comptaient jusque-là pour un cinquième de son électorat.

Dans ce contexte, Jean Marie Le Pen saisit tout l'avantage qu'il peut tirer d'une époque propice à la chasse aux parasites. Prenant acte du peu d'appétit de leurs sympathisants pour la libéralisation des marchés, les dirigeants du FN/RN vont, avec l'arrivée de Marine à sa tête, faire évoluer les objets d'opprobre du parti, d'autant plus facilement que cela n'a pas de véritable implication programmatique. Se substituant à la « banque juive sans frontière » c'est

la « bureaucratie bruxelloise » et le « gestionnaire d'actifs » qui incarnent désormais la figure du prédateur d'en-haut. Les parasites d'en bas demeurent les assistés et les fraudeurs sociaux, mais principalement les immigrés postcoloniaux, l'islam étant présenté comme un facteur d'extranéité à la communauté nationale¹. En dépit d'une posture d'opposant au système, les dirigeants du RN visent à montrer que les bouleversements dont leur projet est porteur n'affecteront en fait ni les salaires, ni l'épargne des patriotes.

Ses opposants de droite et de gauche vont se retrouver face à un dilemme : reprendre tout ou partie des considérants de l'antinomie producteur/parasite conduit à valider au moins partiellement la vision de la société portée par le RN et à en renforcer l'audience. À droite, au début de son mandat, Sarkozy s'adressait ainsi aux « *Français qui se lèvent tôt* » et annonçait moraliser le capitalisme après la crise de 2008. Il allait finalement privilégier la stigmatisation des parasites d'en bas. Sa défaite en 2012 accéléra le délitement de l'électorat LR, dont une bonne partie rejoignait soit l'extrême-droite, soit le camp macroniste, ce dernier se voyant aussi renforcé par les errements du quinquennat de François Hollande.

Jean-Luc Mélenchon va aussi s'essayer à stigmatiser l'oligarchie et chercher à se faire le porte-voix des petites gens contre la caste, s'inspirant des écrits de Laclau et Mouffe pour récupérer les voix des « *fâchés pas fachos* ». Ce positionnement sera particulièrement marqué lors de la campagne de 2017. Mélenchon atténuera cette antinomie haut-bas et réinvestira un positionnement plus classique droite-gauche en 2022². Le problème est que dans l'axiologie productriciste, le peuple ne se situe pas à la base d'une pyramide mais au centre d'une distribution cernée par des prédateurs d'en haut et des parasites d'en bas. Et la différenciation vis-à-vis de ces derniers est un déterminant important du vote RN³.

À partir de ces différents éléments, M. Feher considère le rapprochement entre une partie de la droite, principalement une partie de LR et du bloc central, avec le RN comme une possibilité de plus en plus plausible. Le RN à plusieurs reprises a fait preuve d'une capacité à des ajustements programmatiques quand le besoin s'en fait sentir et sans que cela lui coûte électoralement⁴ ; par ailleurs, le bloc central a démontré sa capacité d'évolution en matière de surenchère sécuritaire. Le positionnement de B. Retailleau ou de G. Darmanin en matière de justice ou de libertés civiles, voire plus récemment la rencontre entre Sarkozy et Bardella, tendent à conforter cette hypothèse. La seule question qui demeure pendante semble être la forme que pourrait prendre ce

¹ C'est ainsi que le RN reprendra à son compte la notion inventée par Pierre-André Taguieff d'islamo-gauchisme, qui se substituera facilement, avec le même effet de stigmatisation, à celle de judéo-bolchévisme.

² Probablement instruit par le positionnement des sympathisants des « gilets jaunes » qui, en dépit du soutien apporté au mouvement par LFI et de la prise de distance de M. Le Pen, vont majoritairement voter pour le RN aux européennes de 2019 et au premier tour de la présidentielle de 2022.

³ C'est ce que montre bien Damien Coquard dans son essai *Ceux qui restent* (La Découverte Poche – 2022) consacré aux secteurs populaires de l'est de la France.

⁴ Au lendemain du premier tour des élections législatives de juillet 2024 et voyant poindre une probable victoire, Jordan Bardella avait veillé à rassurer les milieux d'affaire en annonçant son renoncement à une abrogation de la réforme des retraites, au maintien de la TVA sur les produits de première nécessité et au report *sine die* de son projet de taxe de la richesse mobilière.

rapprochement : à l'italienne avec une coalition menée par l'extrême-droite, à la suédoise avec l'extrême-droite en soutien sans participation, etc.

Face à ce qui devient un inquiétant scénario à court terme, la question se pose pour la gauche d'identifier les voies et moyens d'agir pour mettre un terme à la progression de l'extrême-droite et éviter une victoire de celle-ci aux prochaines élections nationales.

La dernière partie de l'ouvrage s'apparente donc à une sorte de *Que faire ?* M. Feher commence par répondre à la question : que ne pas faire ?, c'est-à-dire, pour commencer, ne pas tenter de disputer le prisme productéiste à l'extrême-droite, dont le principal effet est de conforter la vision sociale du RN. À l'image par exemple de Fabien Roussel qui explique à la fête de l'Huma en 2023 que la gauche ne peut pas être « *la gauche des allocations et minima sociaux* ». À l'image aussi de François Ruffin qui veut que la gauche se réapproprie la « *valeur travail* » confisquée par le RN. Sans bien sûr stigmatiser les bénéficiaires de minima sociaux, Ruffin se heurte au problème que, d'une part, les électeurs du RN vont difficilement abandonner cette stigmatisation qui oriente leur vote, et d'autre part au fait que les propositions qu'il défend vont entraîner une modification des conditions de travail et de l'organisation de la production, alors que le RN « *assure aux producteurs méritants que l'épuration des populations parasites leur offrira une amélioration de leurs conditions d'existence sans leur imposer un quelconque changement dans leurs manières de faire, qu'ils soient employeurs ou employés* ». Enfin à l'image de Mélenchon dernière période qui privilégie la mobilisation des populations urbaines, notamment jeunes et/ou racisées, majoritairement abstentionnistes, et qui fait le pari d'une radicalisation à gauche suite à la violence génocidaire d'Israël contre les Palestiniens. Pour M. Feher, Mélenchon surévalue le gisement d'abstentionnistes prêts à se radicaliser sur cette base.

Les conclusions finales mises en avant par M. Feher apparaissent plombées d'un constat relatif d'impuissance. Les déterminants d'un engagement à gauche, qui après-guerre se nourrissaient du « *liant productéiste* » autour de la valeur travail se heurtent aujourd'hui à la mainmise du RN sur l'antinomie producteur/parasite, mainmise qui crée en quelque sorte un vide qui rend une prise de conscience et une radicalisation à gauche plus difficiles et dans tous les cas moins massives. Les objets de luttes en mesure de mobiliser à gauche existent, qu'il s'agisse de la justice sociale, de l'urgence climatique, des questions de race ou de genre. Pour autant, leur nombre semble davantage conduire à une forme d'hétérogénéité et de concurrence plutôt que déboucher sur une véritable convergence et partant sur la (re)construction d'un sujet politique conscient de lui-même et porteur de radicalité. De ce constat émerge une ambition, disons pragmatique, consistant à mener chaque combat face à ces différentes formes d'inégalité sociale, sans viser « *la composition d'un "nous" homogène et porteur d'un avenir annoncé* ».